

« Cause toujours... »

La stratégie de la majorité fédérale de museler la contestation socio-politique menée par les organisations syndicales s'inscrit dans une véritable guerre de l'image et de l'accès à l'information.

Guillaume Goor (CSCE)

Une chose est sûre avec notre nouvelle majorité fédérale : les partis qui la composent parlent le même langage. Rarement avons-nous vu si peu de désaccords. Rarement avons-nous vu les partis accorder leurs violons si rapidement et mettre de côté avec autant d'aisance les tensions communautaires, pourtant réputées insurmontables. Lorsqu'il s'agit de mettre au tapis ceux qui étaient déjà à genoux, la symbiose politique s'installe.

On vise en priorité les chômeurs, les allocataires sociaux, les clandestins, les handicapés, les sans-abri... Tous ceux qui ne pourront pas protester et qui, à terme, finissent par intérioriser ce discours qui les accable. Théo Francken va même jusqu'à affirmer que « les prisons belges sont peuplées à 40% de criminels illégaux » qu'il va falloir expulser (3).

En résumé : c'est la crise, mais ça ira mieux demain si vous nous laissez chasser les plus démunis. Et tous

nos gouvernant, sans exceptions, en appellent à la concertation sociale : il faut jouer carte sur table, aborder frontalement les

problèmes sociaux et économiques, s'ouvrir au dialogue, débattre. Bref : « Les espaces laissés à la concertation sociale sont gigantesques. Le gouvernement est authentiquement social et n'a de leçon à recevoir de personne. » (4)

Le maître-mot, c'est donc la concertation. Du moins officiellement.

Le maître-mot, c'est donc la concertation. Du moins officiellement.

Crise sociale orchestrée

Loin de ces tirades fantaisistes et édulcorées, la réalité est tout autre. Derrière ces beaux discours, la volonté de détruire la contestation sociale et politique solide et organisée domine. Il s'agit de s'en prendre directement aux organisations syndicales en niant leur légitimité politique et médiatique. Jacqueline Galant ne s'y trompe pas : « Je suis interpellée. Je me demande si l'ensemble des dirigeants syndicaux exercent bien leur rôle de défense des droits des travailleurs et si ce n'est pas plutôt des contestations politiques. » (5)

Il faut faire croire que les grèves qu'ils organisent n'ont rien à voir avec la politique et que leurs stratégies de blocage empêchent le bon fonction-

nement des négociations. Mais de quelles négociations parle-t-on ? Du droit de se taire et d'assister, béats, au démantèlement de l'Etat social ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : lorsque, d'un côté, on appelle massivement à la concertation mais que, de l'autre, on refuse la moindre concession aux revendications portées par l'autre camp, que cherche-t-on à faire d'autre que de lui faire porter la responsabilité de la crise sociale qu'on a méthodiquement organisée ?

Lorsque Bart de Wever affirme : « Pour moi, la grève c'est un moyen ultime, ce n'est pas quelque chose qu'on utilise dans une action qui est purement politique » (6), ce n'est pas qu'il « découvre que la grève est politique » (7). Il tente, au contraire, de nier la légitimité des organisations syndicales à porter un message politique. Dans l'imaginaire collectif, via les médias de grande consommation, commence à s'implanter l'idée que les luttes syndicales appartiennent à un autre temps et que leurs méthodes hostiles sont des reliquats du siècle passé. Le martèlement libéral qui va en ce sens depuis la fin des années 1990 veut faire croire que le syndicaliste n'est là que pour rester à l'usine et tempérer les relations employés-employeur. Il peut, de temps à autre, sortir ses chiens de garde dans la rue et leur faire battre le pavé, mais rien de plus.

Or qu'est-ce qu'une action syndicale sans revendication politique ? Une coquille vide, certes, mais aussi une soupape bien utile. Qu'ils dépendent donc leur énergie, ça les calmera. On tolère donc les grandes manifestations et parfois leurs excès, ainsi que les sorties dans la presse des dirigeants syndicaux, pour peu qu'ils restent politiquement corrects. Les bonnes intentions, les appels à l'union démocratique et à la liberté, et même la contestation de surface, celle qui se dit, s'affirme mais ne

L'idée que les luttes syndicales sont des reliquats du passé s'implante dans l'imaginaire collectif.

On coupe dans les budgets sociaux en même temps que l'on sabre le champagne avec les patrons des patrons, la FEB et le Voka, qui ne connaissent ni crise, ni dissensions internes. La symphonie qu'ils jouent est écrite dans la langue universelle des intérêts financiers, dont la grammaire fiscale est, plus que jamais, à leur avantage.

Tandis que les inégalités continuent d'augmenter et que la pression fiscale épargne les plus nantis, nos dirigeants n'ont de cesse de nous rassurer. Il faudra certes faire des efforts, mais c'est parce qu'on vous prépare un avenir meilleur : « En tant que CD&V, nous ne nous sommes jamais sentis aussi bien dans notre peau. » (Kris Peeters) (1) « Pendant cinq ans, on va mettre les questions institutionnelles de côté. » (Charles Michel) (2)

D'un autre côté, pourtant, ils ne cessent de rappeler ceci aux plus précieuses, à tous ceux qui vivent sur les rives du système : c'est parce qu'ils profitent de la bonté de tous que nous devons tous faire ces efforts. Il y a un temps pour tout, et celui du laxisme spendideux est désormais révolu.

LA GRÈVE, ÇA N'EXISTE PLUS.



se fait pas, tout cela est bienvenu et même nécessaire. Mais, lorsque cette contestation devient action, lorsqu'on bloque les rues, les entreprises et les magasins, c'est une autre histoire. Dès lors qu'on parle de grève, dès qu'on touche à la valeur rendement, le moindre écart est fustigé et c'est le lynchage en règle.

Guerre d'image

Quand, d'un côté, on tolère et on minimise les fricotages avec la plus dure extrême droite de membres effectifs du gouvernement (8) et que, de l'autre, on s'excite sur une syndicaliste en colère qui met un peu de pagaille dans un magasin un jour de grève (9), on comprend qu'il s'agit plus que jamais d'une guerre de l'image et de l'accès à l'information. Maîtriser les canaux de communication, c'est maîtriser l'opinion publique. Comme le disait Malcolm X, « Si vous n'y prenez garde, les médias vous feront haïr les opprimés et aimer ceux qui les oppriment. » Il ne s'agit pas de dire que la classe

politique possède ou maîtrise les médias, mais bien qu'elle mène une guerre de l'image et de l'accès à l'information. D'autant plus efficace qu'à l'ère du tout-numérique, la moindre « information » peut se répandre sur la toile comme l'électricité se propage dans l'eau. Ce qui fait le buzz, c'est toujours ce qui choque, ce qui of-fusque temporairement les attentions en mal de sensations. Cette immédiateté informative, couplée à son exceptionnelle faculté de propagation, laisse –malheureusement– trop peu de place à l'esprit critique. Elle laisse le champ libre à la bien-pensance et aux opinions préfabriquées, qui se retrouvent de bouche en bouche sur les forums de discussion, les médias sociaux ou dans les commentaires sous les articles des mass-médias. Cette prolifération d'opinions peu précises, pas suffisamment ni correctement informées, ressassent, derrière leur apparente évidence, les éternels poncifs qui de tous temps ont accablé les minorités et ceux qui tentaient de critiquer un ordre établi.

Soit, aujourd'hui, le pauvre, le travailleur précarisé, le chômeur et ceux qui, comme les syndicalistes et leurs militants, tentent de leur donner la parole et de défendre leurs droits. □

(1) Kris Peeters, rapporté par *La Libre Belgique* du 4 janvier 2015. <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/kris-peeters-le-cdv-nest-est-jamais-senti-aussi-bien-54a94ee73570e99725557a78>

(2) Charles Michel, rapporté par RTL info le 17 décembre 2014. <http://www.rtl.be/info/belgique/politique/-le-grand-direct-de-charles-michel-je-ne-suis-pas-l-otage-de-la-n-va-684938.aspx>

(3) Cité sur RTBF.be le 14 octobre 2014. Inutile de préciser que ce chiffre constitue une aberration sortie tout droit de l'imagination fertile de notre secrétaire d'Etat à l'asile et la migration. http://www.rtf.be/info/chroniques/detail_avec-les-compliments-de-la-n-va-philippe-walkowiak?id=8377636

(4) Charles Michel dans *La Libre* du 16 décembre 2014. <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/charles-michel-la-concertation-sociale-n-est-pas-morte-54905ec33570e99724e45890>

(5) Voir *Le Soir* du 1^{er} décembre 2014. <http://www.lesoir.be/721288/article/actualite/belgique/politique/2014-12-01/jacqueline-galant-si-on-ne-modernise-pas-sncb-ce-sera-une-sabena-bis>

(6) Voir sur le site de *La Libre*, le 03 décembre 2014. <http://www.lalibre.be/video/de-wever-pour-moi-la-greve-est-un-moyen-ultime-547ed75735707696bac7c7c9>

(7) Voir *Le Vif* du 11 décembre 2012. http://www.levif.be/actualite/belgique/bart-de-wever-decouvre-que-la-greve-est-politique/article-opinion-357221.html?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=vif

(8) Théo Francken, Jan Jambon et Bart De Wever sont tous proches de cercles émanant de l'extrême droite néo-nazie.

(9) Comme, par exemple, la pétition réclamant le licenciement de Raymonde Le Lepvrier après son action au H&M de Namur durant la grève nationale du 15 novembre.

« Si vous n'y prenez garde, les médias vous feront haïr les opprimés et aimer ceux qui les oppriment. » (Malcom X)